

DOCUMENT POLITIQUE DE CONGRÈS

*Unir pour une alternative
de gauche en Europe*



CHANGE EUROPE
POUR UNE EUROPE DU TRAVAIL



IV CONGRÈS Madrid, 13-15 décembre 2013

European**LEFT**

UNIR POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE EN EUROPE**10 L'Europe dans une crise profonde, un rôle crucial des forces d'alternative et du PGE**

15 L'Europe traverse la plus grave crise de son histoire depuis les années 30 et la Seconde guerre mondiale. Le projet européen devait être, selon les forces dominantes un projet de paix et de progrès social. Il se transforme en cauchemar où le seul horizon proposé aux peuples européens est une régression sociale brutale et généralisée. L'Europe entière est plongée dans cette tourmente par la crise du système capitaliste financiarisé dont les conséquences sociales et écologiques frappent l'humanité et la planète avec une violence inouïe ; et par celle d'une conception de l'Union européenne façonnée sur ce modèle ultralibéral et placée sous la tutelle des marchés financiers.

20 La crise du capitalisme mondialisé, après des années d'accumulation de profits et d'une répartition des richesses et des pouvoirs en faveur du capital, affecte d'une manière ou d'une autre chaque pays et chaque aspect de la vie. Les politiques d'austérité extrême, la contraction et la précarisation de l'emploi, la privatisation des services et entreprises publics, la destruction de pans entiers des forces productives, la réduction dramatique de l'Etat social, l'affaiblissement des institutions démocratiques, le renforcement de la répression et des mesures d'« urgence », sont utilisés pour maintenir la domination du capital et les profits.

30 La situation est devenue insoutenable pour les peuples européens. L'austérité et l'autoritarisme sont les outils d'une stratégie des oligarchies européennes pour dominer les peuples. Pendant que les banques sont renflouées, les dépenses publiques sont sacrifiées et le chômage explose. Pendant que les impôts des entreprises et des grandes fortunes sont systématiquement baissés, les taxes injustes pleuvent sur les populations. Les salaires sont baissés mais les profits des entreprises grimpent et les inégalités avec. A cause de la spéculation immobilière, des familles entières n'ont plus de toit.

35 L'utilisation non soutenable des ressources continue d'être poussée, notamment par des modèles d'agriculture, de pêche et d'élevage productivistes et par la spéculation sur les marchés agricoles, alors que les petits paysans et pêcheurs n'ont pas de quoi vivre et que le changement climatique menace l'humanité. Alors que les mentalités progressent vers l'égalité, l'exploitation, les violences et le trafic des femmes connaissent un regain. Il en va de même pour l'ensemble des violences basées sur les orientations sexuelles ou les identités de genre. Alors que les aspirations à plus de démocratie grandissent, les atteintes aux libertés et la répression se développent. Et tandis que la paix paraît plus nécessaire que jamais, les dirigeants européens choisissent la voie de l'atlantisme et

des interventions militaires.

45

La voie dans laquelle s'enfoncé l'UE est une impasse dramatique. Elle entraîne tout le continent dans la récession et provoque une crise existentielle de l'Union européenne.

50 Au-delà des frontières de l'UE, tous les pays européens connaissent des turbulences politiques et sociales qui reconfigurent le continent pour des décennies. Les chefs d'État européens et toutes les forces qui ont soutenu leurs projets dans les Parlements nationaux comme au Parlement européen, le plus souvent dans le consensus des forces de droite conservatrices, des libéraux, des sociaux-démocrates et des verts, portent une lourde responsabilité.

55 Aujourd'hui, il faut faire des choix cruciaux. Il n'y aura pas de statu quo ni de retour en arrière. Si les choix actuels sont maintenus, l'UE se réduira de plus en plus à un directoire autoritaire et producteur de régressions sociales menaçant toute idée de solidarité et de justice européenne. Nous proposons qu'une rupture soit opérée, et un autre projet européen fondé sur l'intérêt des peuples et le respect de leur souveraineté, afin de redonner un sens à la construction européenne.

60 Pour nous, il n'est pas question d'attendre un écroulement de l'Union européenne dont pourraient surgir des monstres, ni de promouvoir des solutions nationalistes jetant les peuples les uns contre les autres. La gauche européenne que nous représentons est internationaliste et solidaire. Elle vise une alternative socialiste, une civilisation libérée de l'exploitation, de l'oppression et de la violence capitalistes, garantissant une répartition des richesses en faveur du travail, un modèle de développement avancé tant au plan social qu'environnemental, l'égalité et les droits démocratiques de tous les citoyens européens. C'est dans cette optique que nous nous battons pour une refondation de l'Europe, c'est à dire d'une nouvelle définition de ses objectifs, de ses politiques et de ses structures, un modèle économique, productif, social et écologique complètement différent, fondé sur la démocratie, l'égalité, les droits démocratiques et sociaux des citoyens européens.

70

75 Dans ce contexte, la responsabilité du Parti de la gauche européenne est historique car la crise en Europe travaille les sociétés en profondeur et libère des forces opposées. D'un côté, la régression sociale et les dénis permanents de démocratie font grandir les divisions entre les peuples et dans les sociétés elle-mêmes. Elles nourrissent une poussée, dans de nombreux pays européens, des formes d'égoïsmes nationaux, régionaux, des approches anti-féministes, homophobe, transphobes ou fascistes et xénophobes. Mais d'un autre côté, les luttes s'intensifient et des forces de gauche progressent. De nombreuses forces critiques sont aujourd'hui disponibles pour un front européen permettant une alternative de gauche pour sortir de la crise par le haut, et construire une coopération régionale européenne bénéfique aux peuples d'Europe et du monde. Nous voulons nous unir avec elles pour changer vraiment en Europe.

80

85 C'est le sens que nous donnons à l'existence du Parti de la gauche européenne. Le PGE unit des forces anticapitalistes, communistes, socialistes, écologistes, féministes, écosocialistes, républicains et démocrates, et œuvre pour le développement de propositions, d'actions et d'espaces de confluences. C'est notre marque de fabrique au sein d'un paysage politique européen dominé par les forces qui promeuvent le néolibéralisme et agissent au service des intérêts du grand capital. Notre but est de rompre ce consensus à travers la convergence dans l'action de forces politiques variées

existant dans les pays européens, luttant dans la rue et dans les institutions, avec une perspective anticapitaliste.

90

Le 4e congrès du PGE doit constituer une nouvelle étape pour répondre mieux à ces objectifs, non seulement dans le cadre des élections européennes de 2014, mais aussi dans une perspective plus large de travail des confluences des différentes luttes populaires au niveau européen. Nous voulons ouvrir des chemins pour les travailleurs et les citoyens afin qu'ils puissent reprendre le pouvoir sur les décisions politiques, nous voulons construire une réelle démocratie, politique et économique, pour regagner le pouvoir contre le coup d'Etat financier.

95

I/ Une aggravation spectaculaire de la crise en Europe : l'échec d'une construction ultralibérale et des réponses « austéritaires »

100

Nous sommes face à une crise du système capitaliste qui touche sans exception toutes les régions du monde. Mais la crise dans l'UE a un caractère spécifique, lié à sa construction et aux dogmes néolibéraux appliqués intensivement avant et après l'éclatement de la crise. La « stratégie 2020 » et le Cadre budgétaire pour 2014-2020 sont à l'évidence des outils de cette politique de destruction.

105

L'UE a été construite sur un modèle économique et monétaire au service de la finance et des pays les plus puissants.

Les traités européens n'ont pas pour objectif de servir les peuples mais de servir les marchés. Leurs fondements rendent impossibles la cohésion sociale et territoriale, empêchent l'accomplissement des aspirations immédiates des travailleurs et le développement de l'emploi, de la formation comme de l'émancipation humaine en général.

110

L'idéologie néolibérale, dominante à cette étape du développement capitaliste, a présidé à la construction de l'UE. La promotion de la déréglementation du marché et du système financier, la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, la mise en concurrence des travailleurs pour tirer les salaires et les conquêtes sociales vers le bas, l'inexistence d'un budget suffisant pour une stratégie de cohésion et de convergence, ainsi que les missions attribuées à la Banque centrale européenne, au service des marchés financiers et à l'abri de toute intervention publique, ont conduit à la crise.

115

L'euro est en crise pour cette raison fondamentale. L'architecture économique et institutionnelle de l'UE a été conçue pour protéger exclusivement les intérêts du grand capital, sécurisant ses investissements. C'est ce qui explique que depuis 2008 la BCE s'est affairée à sauver les banques et non les peuples. Au lieu de mettre les énormes sommes disponibles sous l'égide de la BCE au service du développement social et écologique et d'une convergence de progrès pour les peuples, l'euro a protégé la rentabilité des placements financiers des plus puissants. Les pays entrants se sont vus imposer de véritables programmes d'ajustement structurel. Et quand la crise de 2008 a éclaté, la BCE a renfloué les banques et étranglé les Etats les plus faibles. Loin de créer de la solidarité, cette gestion de l'euro a renforcé les inégalités au profit de la domination allemande sur la zone euro. L'une des marques de la situation est en effet un accroissement record des inégalités au sein de l'Europe. La construction européenne est marquée par un déséquilibre structurel au profit des exportations allemandes. Le PGE estime qu'une transformation profonde de la zone euro au service d'une vision solidaire de l'Europe est incontournable et urgente.

125

130

- 135 **Depuis 2008, cette crise a été non seulement gérée en fonction des intérêts immédiats des capitalistes, mais elle a été l'occasion d'accélérer avec brutalité un processus de restructuration sociale et économique dans la région**, en imposant des ajustements structurels. La catastrophe actuelle n'est pas un « effet indésirable » de la crise, elle résulte d'un processus prédateur visant la socialisation des pertes et la privatisation de tout ce qui peut engendrer des profits.
- 140 Contrairement aux arguments dominants, l'origine de la crise ne se trouve pas dans une mauvaise gestion des États du sud de l'Europe. Avec la financiarisation de l'économie mondiale et l'interdépendance qu'elle implique, avec la déflation des salaires qui a touché les salariés américains pendant des décennies, la crise des subprimes aux USA a créé une onde de choc dans le système bancaire mondial ayant des effets sur toutes les économies de la planète. Le marché interbancaire
- 145 est entré en crise et les banques ont enregistré des pertes records. Il s'agit donc d'une crise systémique. Au service de la finance ; les dirigeants des pays européens ont opéré des recapitalisations massives, transformant ainsi les dettes privées des banques en dettes publiques. Donc la « crise de la dette » est une crise de la dette privée. Là est l'incroyable tour de force des néolibéraux : ils ont socialisé les pertes et font payer aux peuples la crise de la finance.
- 150 La dette est très vite devenue l'épée de Damoclès au dessus des États européens. Invoquant les critères insoutenables de Maastricht et moyennant des plans dits de « sauvetage » (“bail-outs”), qui étaient en réalité des plans de sauvetage des banques créditrices, un chantage invraisemblable a commencé sur la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie et Chypre. C'est le refus de tout partage ou restructuration des dettes qui a primé. La contrepartie de ces “aides” a été l'imposition
- 155 de mémoranda d'austérité et de réformes structurelles visant la privatisations et la destruction des services publics, des systèmes de protection sociale et des droits des travailleurs. Autrement dit, la crise a été une opportunité pour les néolibéraux, d'appliquer leurs réformes jusqu'au bout, avec une violence et une rapidité effroyables.
- 160 **Résultat : La récession est partout en Europe et les structures économiques des pays complètement ravagées**. Elle est particulièrement visible en Grèce, au Portugal, en Irlande, en Espagne, en Italie, à Chypre ainsi que dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, où la crise économique devient humanitaire. La grande pauvreté, la faim, la malnutrition infantile, l'augmentation des cas de VIH/Sida, des autres maladies sexuellement transmissibles et des
- 165 épidémies que nous croyions éradiquées resurgissent. Elle frappe aussi les pays européens non membres de l'UE. Dans beaucoup de pays de l'Est, la situation des travailleurs, des petits agriculteurs et des plus fragiles s'est aggravée dramatiquement et la corruption ronge toutes les sphères de la vie sociale. Les pays les plus pauvres sont à l'Est de l'Europe : Moldavie, Ukraine, Bulgarie, Roumanie.
- 170 Le désastre économique s'est accompagné d'un énorme déficit démocratique. Les premières victimes des marchés sont les femmes, les migrants et les jeunes. Le chômage des jeunes dépasse les 50% dans certains pays et progresse rapidement partout en Europe. L'émigration des jeunes diplômés et qualifiés se développe. Le chômage ou l'exil, est-ce le choix que nous voulons pour la jeunesse ?
- 175 Les femmes sont spécifiquement touchées par la crise et la crise de l'UE en particulier par les coupes budgétaires; puisque beaucoup d'entre elles travaillent dans le secteur public, parce qu'elles

180 sont les premières concernées par le travail familial et puisqu'elles sont pénalisées par le travail
familial non payé, elles ont besoin de bon services publics et sociaux ainsi que de politiques visant
l'égalité des genres. Les inégalités salariales sont scandaleuses. Les changements dramatiques
185 imposés par les politiques d'austérité visant la sape et la destruction de l'Etat social conduisent à
l'augmentation du nombre de femmes – les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables -
reléguées aux bas salaires, aux emplois mal ou non payés, à la pauvreté, et à l'approfondissement
des inégalités hommes-femmes. Par exemple, les femmes avec enfants ou d'autres responsabilités
190 familiales sont forcées de retourner au rôle traditionnel de femmes au foyer, travaillant sans être
payées, voyant leurs droits réduits ou perdus, ce qui renforce leur soumission au patriarcat: perte de
droits sexuels et reproductifs (criminalisation de l'avortement) et des droits des minorités de genre.
Dans beaucoup de pays, les violences physiques, sexuelles et symboliques faites aux femmes
augmentent dans des proportions inquiétantes. Le trafic de femmes et le business de la prostitution
augmentent également.

195 De la même manière, les personnes LGBT sont la cible d'un discours conservateur et hétéronormatif
à propos de la santé, de la « famille normale ». Dans beaucoup de pays européens les personnes
LGBT sont persécutées physiquement, brutalisées au travail où à l'école, voient leur droit à un
traitement médical dénié, avec la complicité des autorités des Etats.

195

Des dérives autoritaires très graves menacent la démocratie.

Les principaux responsables de la conversion des dettes privées en dettes publiques, face au rejet de
leurs choix politiques par les peuples, cherchent à tout prix à empêcher tout débat véritable sur les
alternatives et à réduire au silence les contestations.

200 C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a refusé d'enregistrer la proposition ("Créer
une banque publique européenne exclusivement dédiée au financement d'investissements orientés
vers le développement social et la transition écologique" en court-circuitant les marchés financiers
grâce à des prêts à taux très bas de la BCE) avancée par le PGE dans le cadre de "l'Initiative
citoyenne européenne", qui aurait été un premier pas dans un processus d'intervention des pouvoirs
205 publics dans le secteur financier. Ce refus est un signal clair d'hostilité aux idées de progrès social et
de solidarité.

Les souverainetés populaires ont été bafouées par la centralisation des pouvoirs dans des instances
technocratiques dont la « troïka » (FMI, BCE et Commission européenne) a été l'exécutrice. Face
aux sanctions électorales, aux grèves et mouvements de masse, les gouvernements se maintiennent
210 artificiellement via de grandes coalitions d'union nationale ou techniques pour continuer à appliquer
les memoranda. Ils nient tous les messages politiques exprimés par leurs peuples et provoquent des
crises politiques en permanence.

215 Dans tous les pays où la contestation est massive, les mouvements sociaux sont réprimés, les
libertés syndicales réduites, le pluralisme des média remis en cause et des opérations de propagande
visent à discréditer les forces de la gauche. La relance de l'anticommunisme, particulièrement
visible à l'Est, fondée sur l'amalgame inacceptable, historiquement ignorant et scandaleux entre
communisme, fascisme et nazisme, qui vise à discréditer toute vision alternative, concourt à cette
stratégie dangereuse pour la démocratie.

220 Les institutions européennes sont antidémocratiques et éloignées des exigences des peuples.
L'intervention citoyenne authentique est tout simplement insupportable aux dirigeants de l'UE car
incompatibles avec leur vision de classe du projet européen. Les pouvoirs sont confisqués aux
citoyens et leurs représentants élus, au profit d'instances technocratiques comme la commission

européenne, complètement alignées sur les politiques néolibérales et « protégées » de tout contrôle citoyen. Il leur faut des gouvernements et des parlements dociles et c'est pour cela que les parlements nationaux sont exclus des processus de décision politique, même pour les budgets et en dépit du fait qu'il s'agit de la compétence majeure d'un parlement national. C'est aussi pour cela que les autorités locales sont asphyxiées financièrement. Tous les votes des citoyens qui ont clairement rejeté la construction européenne néolibérale ont été bafoués. C'est la principale raison de l'abstention qui grandit d'élection en élection et de la profonde défiance qui se manifeste fortement depuis des dizaines d'années.

L'UE se construit contre la biosphère

L'écosystème humain est unique. Chaque décision en matière de production, chaque accident industriel, affecte le monde entier. L'humanité toute entière ne peut exister et survivre dans cet écosystème menacé par les dynamiques capitalistes. Le capital et le productivisme marchent main dans la main: de plus gros profits nécessitent des pollutions en tous genres, des dégâts pour la santé humaine, la stérilisation des terres, gaspillages... Evidemment, quand les riches polluent plus, ce sont les pauvres qui doivent en payer le prix et qui souffrent des dégâts immédiats. Ainsi, pour préserver l'environnement, la santé, les ressources naturelles et répondre à nos besoins vitaux, une rupture avec les logiques des marchés et la maximisation des profits est impérative; cela implique finalement, avec le fonctionnement actuel de l'Union européenne qui promeut la destruction des services publics, le règne des lobbies et des monopoles privés et leurs gaspillages catastrophiques. Le rythme des impacts insoutenables infligés à la biosphère grandit de manière constante. Le marché européen des émissions de carbone – le plus grand du monde – qui autorise les entreprises à échanger des droits à polluer n'a pas ralenti ce mouvement. Au contraire, il a ouvert un nouveau territoire pour la spéculation qui bénéficie aux plus grands pollueurs.

L'UE se construit contre tous les peuples du monde. Alors qu'elle pourrait être un puissant outil pour le co-développement, l'UE est à l'initiative d'accords de libre échange qui visent à dominer les autres régions du monde. Dans sa course au dumping et à l'extension des dérégulations, l'UE ratifie également des accords de libre échange avec les zones aux industries développées. C'est le cas avec le projet d'accord de grand marché transatlantique avec les USA qui menace l'emploi, les petites entreprises, les acquis des travailleurs mais aussi la protection des consommateurs. Il établirait des tribunaux internationaux utilisés par les grandes compagnies privées pour faire comparaitre des Etats et leur imposer des changements législatifs ou des amendes pour avoir tenté de protéger la santé ou l'environnement. Plus généralement, les zones de libre échange visant à augmenter l'export, augmentent les émissions de carbone et les couts environnementaux; et accélèrent des déplacements forcés de populations.

Face aux migrations économiques dont l'UE est grandement responsable avec ces politiques coloniales et les guerres impérialistes qu'elle soutient, le choix actuel est celui de l'Europe forteresse et de Frontex, des accords de Schengen qui condamnent les populations migrantes à une absolue exclusion, à l'emprisonnement dans des centres de rétention, véritables zones de non droit, ou à la mort dans des embarcations de misère. L'UE, alignée sur l'OTAN, n'agit pas pour la paix sur la scène internationale mais au contraire joue un rôle important parmi les forces impérialistes.

L'austérité conduit à tous les abus. Les ajustements structurels en cours conduisent à la régression sociale, à la dégradation des conditions de vie de dizaines de millions de personnes et à la réduction

270 de ce qui reste de démocratie. C'est le cœur du problème. Les ajustements structurels sont la réponse anti-sociale à la crise qui ne peut être stoppée que par un changement décisif du rapport des forces en Europe.

275 **II/ Crise mondiale : crise globale, systémique, crise de civilisation**

280 La crise européenne s'inscrit dans la crise mondiale. La contradiction entre le capital et le travail, entre le capital et l'écologie, entre le capital et la démocratie, le capital et le développement pacifiste, le capital et l'égalité des genres devient de plus en plus visible. Le capitalisme ne peut pas être humanisé.

L'humanité toute entière est aujourd'hui confrontée à de nouveaux défis, qui appellent des réponses globales pour dépasser le capitalisme et le patriarcat, et permettre l'émergence d'un nouveau modèle de développement :

- 285 – faire face à la crise systémique de la finance mondialisée
- proposer un modèle économique alternatif au productivisme et à la « compétitivité »
- répondre aux défis du développement : lutter contre la faim et la pauvreté, répondre à la crise énergétique et alimentaire, garantir l'accès à l'eau
- répondre à la crise environnementale, au changement climatique, à la mise en danger de la biodiversité et des écosystèmes par des usages insoutenables: adopter une approche écologique, démocratique et soutenable des activités économiques.
- 290 – lutter contre l'impérialisme, le néocolonialisme et les pouvoirs des multinationales, renforcer la solidarité anti-impérialiste pour défendre la paix, les droits humains et les libertés, et promouvoir une approche de gauche des questions de migrations basée sur le droit à une vie décente, l'égalité des droits sociaux pour les personnes qui viennent chercher refuge ou se déplacent sur le territoire européen, quels de soient leurs origines culturelles, nationales et sociales, leur genre, leur croyance religieuse.
- faire vivre les valeurs de solidarité et d'égalité des droits contre l'individualisme, la xénophobie, les fondamentalismes religieux et toutes les sortes de racisme et de discrimination.
- partager les pouvoirs, construire une démocratie réelle qui remplace les pouvoirs du grand capital, donner de l'oxygène à l'espace public en luttant contre l'autoritarisme, l'anticommunisme et l'antisocialisme.
- 300

305 L'actuelle lutte pour la fondation d'un nouveau processus d'intégration sociale, politique et économique, au niveau régional doit être lié à une dimension internationaliste dans laquelle l'affirmation des peuples de notre continent est liée naturellement avec les avancées des forces progressistes à travers le monde.

L'Europe a une responsabilité qui dépasse ses frontières. L'existence de coopérations régionales progressistes peuvent être des outils de la lutte globale. Ainsi, la bataille actuelle pour la refondation de l'UE est à mettre en relation avec la dimension internationaliste de notre combat. Le PGE entend mettre en œuvre les batailles politiques et les coopérations nécessaires à l'émergence d'un nouveau mode de développement.

Dans les dernières années, le monde a beaucoup changé. La globalisation, la révolution

315 informationnelle et l'émergence de nouvelles puissances comme les BRICs ont créé de nouvelles conditions pour les luttes internationales. La révolution informationnelle offre de nouvelles possibilités de partage, qui sont à la fois des outils pour les luttes et pour penser l'économie de demain.

320 Les peuples ne se résignent pas face à la dégradation de leurs conditions de vie. Nous sommes entrés dans un nouveau cycle international de protestation dans lequel convergent les luttes de diverses sphères sociales qui remettent en question les ajustements structurels et l'ordre néolibéral. Les exigences des travailleurs rejoignent les exigences de changement profond qui viennent de ce qu'on a appelé le mouvement des « indignés ». Le PGE considère que la lutte économique et politique, qui demeure centrale, est naturellement liée aux luttes pour la démocratie, la justice sociale, pour les libertés individuelles et collectives, pour l'émancipation des femmes, pour une culture au service de chacun et cherche à établir un front commun avec une cause commune, celle de la majorité sociale de l'Europe.

325 Dans cette lutte, il est important de développer des coopérations avec le mouvement ouvrier, les forces de gauche et progressistes à travers toute l'Europe, y compris la Russie et les pays de l'Est.

330 Ces mobilisations populaires et la conscience grandissante de la nécessité d'un développement respectueux de l'humain et de la planète qui se heurtent aux logiques capitalistes du "vieux monde", et à leurs outils de prédation, de guerres, de domination.

335 Les Etats Unis et leurs alliés de l'OTAN ont trouvé dans les guerres "préventives", les interventions militaires "humanitaires", dans le développement de leurs industries militaires et de leurs systèmes de renseignements, un moyen de préserver leur domination et leurs intérêts, en particulier au Moyen Orient.

340 Contre les pays émergents, les dirigeants actuels de Union européenne entament les négociations avec les Etats Unis et le Canada pour la création d'un grand marché transatlantique. Touchant tous les secteurs économiques, y compris les plus stratégiques, cet accord pourrait bouleverser pour le pire les économies des pays européens et tirer vers le bas les droits des travailleurs et les normes sociales, environnementales, alimentaires des deux continents. Ce projet, qui se négocie dans l'opacité la plus totale, doit être combattu. Le PGE s'engage à informer et alerter les citoyens européens et mener une bataille politique d'ampleur pour le mettre en échec.

345 **La paix et la sécurité pour les peuples sont un des principaux objectifs du PGE**, dans le cadre d'une position anti-impérialiste et avec la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, contre le modèle néolibéral et néo-impérialiste. Nous voulons la renonciation à la guerre comme outil des relations internationales. L'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'UE était complètement inappropriée. Sous la tutelle de l'OTAN, l'UE a été présente dans les derniers conflits internationaux majeurs et a soutenu les choix de ses alliés impérialistes, notamment la politique coloniale et guerrière d'Israël en Palestine. Pourtant, nous considérons qu'une coopération régionale pourrait, à condition d'en changer les orientations, être un outil de paix, à la fois dans son territoire – notamment en faisant pression sur la Turquie qui occupe illégalement la partie Nord de Chypre depuis 1974 – comme dans le monde, en jouant son rôle à l'ONU et en faisant respecter le droit international. L'UE pourrait être un allié de poids pour tous les peuples qui luttent pour leur autodétermination.

Le dialogue des forces progressistes du monde entier autour d'une vision alternative et

de luttes communes est indispensable. Dans cette optique, le PGE souhaite entretenir des coopérations privilégiées.

360

1. **Avec l'Amérique Latine** : Bien que le passé colonial et impérialiste de l'Europe lui confère une relation spéciale avec l'Amérique Latine, il y a des problématiques similaires des deux côté de l'Atlantique. En Amérique latine, plusieurs peuples dans plusieurs Etats ont su résister face aux politiques d'ajustement structurel du FMI et ont réussi à éviter des tragédies grâce à des modèles politiques qui portaient une alternative avec une ambition socialiste promouvant la participation populaire et une coopération supranationale avancée. Le processus d'intégration régionale, avec l'ALBA par exemple - basé sur la coopération et les relations horizontales - qui défend les idées de solidarité et de progrès, est une fenêtre ouverte sur l'espoir et un exemple concret de modèle alternatif contre la domination mondiale néolibérale.

365

370

Cuba, un pays engagé dans un processus de transformation, est un repère pour toute la région et pour beaucoup de militants de gauche dans le reste du monde. Nous demandons la fin du blocus inhumain sur Cuba, qui dure depuis 50 ans et la libération des « 4 ». Nous rejetons la position commune de l'UE sur Cuba.

375

Nous avons à apprendre des expériences des autres. Nous avons aussi beaucoup à apporter dans les espaces que nous avons créés en commun pour inventer les coopérations internationales progressistes du 21e siècle et relever ensemble les défis posés à l'humanité toute entière. Le PGE souhaite poursuivre et approfondir ses échanges avec le Forum de Sao Paulo.

380

2. **Dans la Méditerranée** :

Les « révolutions » dans le monde arabe ont été l'aiguillon qui a commencé la vague d'indignation mondiale de l'année 2011. Elles ont démontré la puissance de l'intervention populaire et donné de l'espoir bien au delà de leur pays. Pour certains, ce qui s'est passé dans le monde arabe déstabilise l'économie pétrolière, affaiblit les mécanismes de la domination impérialiste de la région et pourrait ouvrir de nouvelles possibilités pour la lutte du peuple palestinien. Ces processus révolutionnaires ne sont pas finis. Ils sont toujours longs, non linéaires et traversés par des contradictions politiques.

385

Le travail de dialogue entre les forces progressistes de la région – les traditionnelles et les nouvelles - entamé par le PGE en octobre 2012 à Palerme, et poursuivi à Tunis à l'occasion du FSM, est important pour renforcer ceux qui luttent contre les plans de l'Europe du capital et de l'OTAN dans cet espace clé pour les intérêts impérialistes dans le monde.

390

La manière dont les pays occidentaux ont agit au Proche Orient, dans le cas de la Libye, vis à vis de la Syrie et en interférant dans le processus égyptien rendent cruciales une meilleure compréhension et coopération entre les forces politiques de gauche des deux côtés de la Méditerranée.

La manière dont le régime d'Erdogan a réprimé le mouvement populaire dont la place Taksim était le symbole, le maintien l'occupation illégale de Chypre et son rôle en général dans la région sont inacceptables. Le PGE veut une solution pacifiste aux conflits, respectant les résolutions de l'ONU, la démocratie et le respect des droits des travailleurs en Turquie ainsi que la reconnaissance des droits du peuple Kurde.

395

Il continuera d'agir pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien à un État et renforcera ses actions à l'heure où la colonisation israélienne s'intensifie dangereusement au mépris du droit international.

400

3. **Avec le continent africain** : De part le passé colonial et les nouvelles formes de colonialisme exercés par des pays européens et de l'UE via les accords internationaux, le PGE souhaite approfondir son travail avec les forces de la gauche africaine.

4. **Avec les BRICs**. Le PGE considère que le rôle grandissant de ce que l'on appelle les « BRICs » dans l'économie mondiale et sur la scène politique internationale est crucial. Le PGE veut favoriser le débat avec les forces de gauche de ces pays, celles d'Amérique Latine (Foro Sao Paulo) et d'Afrique (Forum de la nouvelle gauche Africaine) afin de clarifier les perspectives d'une alternative mondiale à l'hégémonie du capitalisme néolibéral.

III/ Changer le rapport des forces en Europe

Si le climat de confiscation des pouvoirs et de destruction des modèles sociaux favorise le développement de l'abstention, la désaffection et la défiance des citoyens envers la politique et leurs représentants.

Si le paysage politique en Europe reste dominé par les forces du consensus néolibéral, il évolue cependant très vite. Les forces du consensus néolibéral sont au pouvoir mais leur soutien inconditionnel au consensus de Washington, aux traités de Maastricht et de Lisbonne; et leur application à mettre en oeuvre l'austérité dans l'autoritarisme, font qu'ils sont de plus en plus contestés. Ils défendent objectivement les mêmes dogmes et cela se voit. Les affaires de corruption ou les scandales financiers participent de leur délégitimation.

Dans cette Europe en crise, les aspirations au changement grandissent, mais les replis aussi. Les forces d'extrême droite populiste et xénophobe, parfois même ouvertement fascistes ou néonazies se développent aussi, ainsi que les idéologies clairement sexistes.

La question posée est de savoir comment ouvrir un chemin majoritaire aux exigences émancipatrices, comment leur ouvrir des débouchés politiques.

Dans ce contexte, le Parti de la gauche européenne, ses partis membres et les organisations avec lesquelles ils tisse des liens dans les luttes, ont un rôle crucial à jouer. Des citoyens, des électeurs peuvent changer d'opinion, mais seulement si une gauche alternative – connectée avec d'importantes mobilisations sociales, les luttes des travailleurs et des chômeurs, les mouvements anti-fascistes et anti-racistes – existe et grandit, brisant ainsi le consensus néolibéral et empêchant la montée du fascisme. En tant que forces progressistes et antifascistes, notre objectif est d'aider les peuples européens à être victorieux dans la confrontation de classe la plus intensive que nous traversons depuis la crise financière de 1929 et la 2nde guerre mondiale. Nous nous considérons comme un outil au service des peuples engagés dans les luttes contre l'injustice et l'exploitation. Nous poursuivons notre ambition de constituer un front européen, politique et social, contre l'austérité et pour l'alternative.

Les luttes contre l'austérité et pour la démocratie progressent mais restent très dissemblablement développées. Bien que les pressions sur la classe ouvrière soient généralisées en Europe, la puissance et la portée des luttes nationales reste très inégale selon les pays, leur histoire, leur culture politique, syndicale, et l'état des rapports de forces. Cette grande diversité oblige à d'importants efforts de dialogue et de compréhension des différentes situations.

Si des luttes existent dans tous les pays, c'est au sud de l'Europe que les résistances sont les plus

massives, avec des convergences nouvelles entre les travailleurs précaires et non précaires, les jeunes et les personnes âgées, les secteurs publics et privés, autour de plate-formes politiques alternatives. En Grèce, en Espagne, au Portugal un climat de luttes et de convergences a rythmé les 4 dernières années: des grèves massives et soutenues par les populations, des mouvements sociaux sectoriels qui s'unissent, les indignés et des mouvements de jeunes précaires. Dans beaucoup d'autres pays, en France, en Belgique, en Italie, au Royaume uni, par exemple, le potentiel de résistance est élevé. Dans les pays nordiques, la gauche se bat contre les attaques contre les conquêtes de l'Etat social. A l'Est et dans les Balkans, on constate, contre toute attente, de forts mouvements populaires pour le pouvoir d'achat et le droit à l'énergie dans le respect de l'environnement, pour la démocratie contre les oligarchies et la corruption.

Des étapes ont été franchies vers une coordination européenne des luttes

460 Considérant le niveau européen comme un niveau essentiel de la lutte des classes, l'articulation des luttes aux niveaux local, national et européen est cruciale. Certains changements se sont produits pendant la crise au sein des mouvements sociaux. Des initiatives de coordination et des recherches de positions et actions communes des forces critiques se multiplient au sein et entre les pays de l'UE et de l'Europe.

465 En dépit des grandes contradictions qui la traversent, la Confédération Européenne des Syndicats est entrée pour la première fois en contestation avec les orientations de l'UE : rejet unanime du traité budgétaire et des politiques d'austérité, soutien et appels à la mobilisation.

Une étape a été franchie le 14 novembre 2012 : des grèves générales coordonnées au sud, des journées de mobilisations interprofessionnelles et des actions de solidarité dans 23 pays et dans des milliers de villes européennes.

Vers des confluences nouvelles entre forces sociales et politiques au niveau européen

475 La gauche dans toutes ses composantes, est en train de dépasser ses oppositions historiques et ses propres limites pour résister à l'offensive du capital et formuler un projet commun pour l'avenir de l'Europe. Nous sommes en train de construire un nouveau type d'alliance qui permette le travail et les actions communes tout en respectant les cultures, les espaces et les rôles de chacun.

Le processus d'altersummit, qui réunit mouvements sociaux et syndicats et qui a fait le choix d'ouvrir le débat avec des forces politiques est un pas remarquable. Le PGE, qui recherche la constitution d'un front européen s'engage à poursuivre la démarche, à aider – dans son rôle – le développement de ce type de processus.

La poussée de la gauche d'alternative, un espoir pour la lutte des classes en Europe

485 La progression des forces politiques alternatives est, elle aussi, inégale selon les pays. Elle est souvent liée au rejet populaire des mesures d'austérité. Les forces identifiées aux politiques de la troïka ont connu des défaites électorales. Le discours de « compromis » social démocrate s'épuise tant la confrontation de classe devient palpable. Les sociaux-démocrates, qui participent à 17 gouvernements / majorités parlementaires en Europe, ont expérimenté une baisse régulière de leurs résultats électoraux. Ils ne représentent aucun espoir, n'ont aucune vision alternative pour les sociétés et appliquent l'agenda néolibéral sur le continent. Ils soutiennent le grand capital et partagent avec la droite la conception néolibérale du monde.

490 Dans ce paysage politique, il y a une gauche alternative qui croît et qui a une responsabilité historique face à la droite, l'extrême droite mais aussi face aux renoncements de la sociale

démocratie. Sa première caractéristique est son opposition claire aux memoranda. Les partis
membres du PGE cherchent par tous les moyens dont ils disposent, dans leur pays et au niveau
495 européen, à mettre en échec les politiques d'austérité, y compris en envisageant, quand la question
du pouvoir devient une réalité concrète, la non application des politiques d'austérité et la
désobéissance aux traités européens et à leurs conséquences, sur la base de la souveraineté
populaire.

500 Par ses pratiques et théories, cette gauche alternative permet la convergence et le rassemblement de
forces politiques diverses. Là où ces processus de recomposition politique arrivent à maturation, là
où ces forces sont actives dans les luttes et les solidarités; et là où elles proposent une alternative à
l'austérité et défendent les souverainetés populaires, les forces de gauche grandissent. Dans le cas de
la Grèce, la progression est fulgurante.

505 **IV/ Le PGE en action pour refonder l'Europe**

Pour sortir de la crise, des propositions alternatives

Dans la crise, des ambitions stratégiques diverses sont développées par les intérêts capitalistes
dominants et émergents. L'alternative de la gauche européenne n'est pas enfermée dans l'agenda des
510 forces politiques dominantes et des intérêts de classe capitalistes. Au contraire, elle vise l'abolition
des dogmes néolibéraux comme condition de l'émergence de l'Europe, comme espace géopolitique
qui contribue à un changement global vers des politiques solidaires avec les régions les plus pauvres
du monde. Une stratégie durable passe par une nouvelle réglementation mondiale des marchés
financiers prenant en compte les changements actuels et le rôle des acteurs émergents comme la
515 Chine, la Russie et le reste des BRICs.

1 - Priorité à l'emploi, au développement social, écologique et solidaire :

- Produire en Europe, et produire autrement. Lancer une dynamique de réappropriation publique des
secteurs stratégiques, de nouvelles coopérations et innovations industrielles, pour garantir l'emploi,
520 un haut niveau de droits pour les salariés, l'égalité femme/homme face au travail, et appliquer la
transition écologique pour faire coïncider les besoins sociaux et les limites écologiques aux usages
des ressources naturelles.

- Défendre et développer les services publics. Nous nous opposons aux privatisations des systèmes
de santé, d'éducation et de tous les services publics qui augmentent toutes les formes de
525 discrimination et les inégalités. Nous nous battons pour une éducation de qualité, publique et libre,
accessible à tous depuis la crèche jusqu'aux stages en passant par l'enseignement supérieur et la
formation continue. Pour nous, l'éducation doit servir le développement personnel et la culture. Cela
ne se limite pas à l'acquisition des connaissances économiquement utiles orientées vers la
compétition et l'individualisme. L'école doit permettre l'émancipation et la co-éducation de citoyens
530 debout et non soumis. Nous voulons développer et reconstruire les systèmes de santé publics, en
assurer l'accès de toutes et tous. Le logement, l'accès à l'eau et à l'énergie doivent être considérés
comme des droits humains fondamentaux. C'est pourquoi nous sommes en faveur de la propriété et
de la gestion publiques de l'eau et de l'énergie.

- Des salaires minimum en Europe doivent permettre une rémunération décente. Nous avons besoin
535 de pensions de retraites minimum, elles aussi décentes et excluant toute inégalité de genre.
Réduire le temps de travail sans réduire les salaires ou allonger l'âge de départ en retraite.
Harmoniser les salaires et le niveau de protection sociale par le haut. Une augmentation des salaires

et le niveau de protection sociale doivent pouvoir être décidés par un pays seul. Nous voulons développer des mesures politiques pour assurer un partage égalitaire de tous les types de travaux, payés et non payés, comme les travaux domestiques et de soins entre les hommes et les femmes.

540 - Agir pour la transition écologique: promouvoir des actions contre le changement climatique, développer les énergies renouvelables et appliquer des mesures d'économie d'énergie. Chaque pas vers le progrès social doit se faire dans le respect de la nature. Nous partageons avec l'approche écosocialiste l'idée selon laquelle la bifurcation écologique est un processus qui s'inscrit dans le long terme qui ne peut être assuré par les grandes entreprises et les organisations qui visent le maximum de profits à court terme. Cela doit être une affaire de souveraineté populaire et de démocratie. Seuls les peuples peuvent définir l'intérêt public et garantir une planification écologique alliant les besoins sociaux, le sauvetage des écosystèmes et une réelle transition écologique. Cette implication populaire dans la transition écologique de nos sociétés est une part essentielle de la révolution citoyenne.

545 - Face au défi de la souveraineté alimentaire, la future politique agricole et alimentaire européenne doit être soutenue par des politiques publiques qui répondent aux besoins humains et aux défis de santé publique. Notre ambition est celle d'une nourriture de qualité, saine et variée, accessible à tous. Nous avons besoin d'une politique agricole qui protège de la volatilité des marchés spéculatifs et de l'accaparement des terres. Nous portons un nouveau modèle d'agriculture, équitable, soutenable, assurant aux agriculteurs des revenus décents leur permettant de vivre dignement sur tous nos territoires, créateur d'emplois agricoles en installant de nouveaux producteurs indépendants, garantissant aux consommateurs de la nourriture à un juste prix.

560 **2- Émancipation des marchés financiers : mettre l'économie au service de l'humain**

565 - La crise de la zone euro conduit à des problèmes préoccupants et des situations insoutenables pour la majorité de la population. Il y a un besoin aigu de changement radical dans les fondements de l'Union économique et monétaire. La crise de la zone euro donne lieu à des débats à propos de la monnaie unique, avec des propositions faites pour certains pays de quitter ou démanteler l'Euro. Ces débats sont parfaitement légitimes tant les politiques actuelles, les priorités, critères et résultats de l'UEM sont injustes, antisociaux et non démocratiques. Cependant le PGE ne promeut pas la sortie de l'Euro qui ne conduira pas automatiquement à plus de politiques progressistes. Elle ne résoudrait pas le principal problème : le rôle des marchés financiers et les pouvoirs du grand capital. Elle risquerait même d'accroître la concurrence entre les peuples et de faire exploser les dettes des États via la pratique de la dévaluation compétitive. Ce dont nous avons besoin est d'une stratégie commune à travers des politiques budgétaires alternatives basées sur des budgets suffisants mais aussi sur un contrôle public et démocratique des secteurs bancaires de chaque pays et de la BCE. Il faut transformer les outils existants en outils de coopération au service des peuples. Une transformation de la zone Euro, à travers un changement radical de l'architecture de l'Euro orienté vers une économie des besoins sociaux doit mettre l'énorme potentiel de création monétaire de l'Europe au service de la réduction des inégalités, du financement public et d'un nouveau mode de développement social et écologique. Cela suppose de changer le rôle de la création monétaire dans toute l'Europe, notamment le rôle, les statuts et les missions de la Banque centrale européenne, et plus globalement de changer les critères d'utilisation de l'argent des banques et des grands groupes dans toute l'Europe.

580 - Dans l'immédiat, la gauche européenne promeut l'idée d'organiser une convention européenne sur les dettes publiques, qui proposerait l'abolition d'une grande part des dettes insoutenables des États

sur-endettés, une révision des échéances et conditions de remboursement avec, par exemple, une « clause de croissance »

- 585 - Remettre en cause l'indépendance et des missions de la Banque centrale européenne ainsi que de l'actuelle architecture de l'Euro et sa gouvernance. Placer la BCE sous contrôle démocratique et en lui attribuant le pouvoir d'être prêteur de dernier ressort, c'est à dire prêter directement aux Etats.
- Créer d'une banque publique européenne et de pôles publics bancaires nationaux pour changer les critères de financement de l'économie réelle. L'argent ne doit pas servir la spéculation mais à créer des emplois, des services publics des produits utiles et la transition écologique.
- 590 - Changer la fiscalité en généralisant les impôts sur le capital dans les différents pays. Nous nous battons pour interdire les produits financiers toxiques, les paradis fiscaux et pour l'abolition de tous les plans de création des « zones économiques spéciales » sur le sol européen. Les riches doivent payer la crise !

595

3 - Respect des souverainetés populaires et développement de la démocratie

La tâche de refondation de l'Europe nécessite un processus capable de porter le modèle alternatif proposé face à la situation actuelle, où les mécanismes d'adoption des décisions européennes doivent être changés via des procédures démocratiques, des mobilisations et pressions sociales qui n'entrent pas en conflit avec les décisions nationales mais permettent l'adoption de décisions au niveau européen par un Parlement européen aux pouvoirs pleins et entiers.

Un tel modèle pourrait offrir aux citoyens la possibilité d'accéder aux décisions, préserver une Europe multiculturelle respectant les choix individuels des citoyens et leurs droits universels; une Europe qui réconcilierait les hommes et l'environnement et pourrait constituer une nouvelle "Charte des droits fondamentaux".

A travers nos actions dans les institutions et à tous les niveaux de lutte, local, national, européen et international, avec les mouvements et forums, nous coopérons avec tous ceux qui le veulent, de gauche, démocratiques, forces anti-austéritaires, avec lesquelles nous partageons des idées et des pratiques communes.

610 - Rééquilibrer les pouvoirs dans les institutions : le pouvoir aux assemblées élues nationales et européenne. Un transfert des pouvoirs de la commission doit être opéré vers les parlements nationaux et européen. Son rôle doit être limité à des responsabilités exécutives.

615 - Développer l'intervention populaire et la démocratie participative dans les institutions et les entreprises incluant la démocratie de genre à travers différentes actions et dispositions telles que les quotas visant une représentation réellement égalitaire entre les hommes et les femmes.

620 - Une question particulière est celle des vellétés nouvelles de séparatismes régionaux. Depuis la reconnaissance des droits historiques des peuples, nous savons à quel point ces questions sont complexes et selon les territoires concernés, de nature très hétérogène. D'où la nécessité d'une analyse au cas par cas et de la garantie d'un débat éclairé et de consultations démocratiques et pacifiques des peuples concernés.

4- La paix et la coopération entre les peuples

625 - Dissolution de l'OTAN, promotion du désarmement et des activités anti-guerre, élimination des bases militaires étrangères sur le territoire de l'UE

- Nouveaux rapports économiques et commerciaux avec le reste du monde: la sécurité se construit par le développement.

- Défense des valeurs de Solidarité, justice et égalité avec une attention spéciale aux violences faites aux femmes pendant les guerres et occupations militaires.
- 630 - Abolition des accords de Shengen et de Frontex
- Refuser le grand marché transatlantique

Les élections européennes : unir un front contre l'austérité

635 Le PGE accorde beaucoup d'importance aux élections européennes de 2014. Il y voit, face à l'abstention et à la défiance des citoyens, une possibilité de politisation autour des enjeux européens. La composition actuelle du Parlement européen est dominée par les forces du consensus libéral. Il y a un besoin urgent de changement politique. Nous devons tout faire pour mettre en échec les responsables de la crise et de son aggravation. Il est donc nécessaire de renforcer la gauche au Parlement européen pour d'élargir le soutien au projet alternatif et aux forces qui le portent, ainsi

640 que d'en faire la promotion tant dans le parlement qu'à l'extérieur.

La GUE-NGL est le seul groupe parlementaire qui s'est opposé au traité budgétaire et le seul capable de porter une alternative de gauche au Parlement européen, à la fois sur le fond, en

645 proposant d'autres choix politiques, comme dans ses pratiques, en étant présent dans les luttes et en relayant les exigences qui en sont issues.

Lors de cette campagne, notre ambition est de permettre la coalition de l'ensemble des forces qui ne veulent plus de l'austérité et qui cherchent des solutions de progrès à la crise. Ces forces sont

650 nombreuses mais, nous le savons, elles sont dispersées et elles ne convergent pas simplement au plan politique. Le PGE appelle à favoriser partout la création de listes de rassemblement les plus larges possibles contre l'austérité et pour une alternative de gauche.

Le PGE exprime sa volonté de dialogue constructif avec les forces politiques européennes qui

655 s'opposent à l'ordre néolibéral en partant de sa plate-forme programmatique (Annexe 2) et d'avancer à partir d'un cadre commun anticapitaliste. Nous devons rendre visible, dans tous les pays européens et à l'échelle de l'UE, ses objectifs de refondation et ses propositions concrètes.

L'avenir du PGE : un rôle nouveau à renforcer

660 Depuis le congrès de Paris, le PGE a beaucoup progressé. (Voir en annexe 2, l'évaluation politique du PGE)

1- Pour une nouvelle hégémonie culturelle :

Il reste beaucoup de travail pour rendre crédible un tournant politique de l'Europe. C'est un objectif

665 prioritaire du PGE. Il s'agit pour nous de construire une issue de gauche face à la crise, en faisant converger progressivement toutes les forces disponibles pour cela. Notre ambition doit être, plus que jamais, de faire du PGE une force crédible à l'échelle de toute l'Europe. Notre stratégie repose sur trois piliers.

670 a) Être un outil pour la convergence des actions de la gauche européenne. Un des atouts de notre parti européen, est la solidarité politique entre ses membres et observateurs. Quand ses partis grandissent, le PGE aussi. Quand ils échouent, il doit être solidaire. Pour les années à venir, nous

675 voulons renforcer, rendre concrètes et systématiques ces solidarités. Nous voulons renforcer le travail commun. D'un point de vue pratique, cela veut dire : en renforcer le calendrier des actions communes, mener des campagnes européennes et favoriser l'information et la communication alternatives.

680 b) Nous voulons continuer à travailler avec les parlementaires européens, nationaux et régionaux dans le cadre du Parlacon, mais aussi avec des forces qui n'entreront pas nécessairement dans le PGE, où qui existent dans des pays européens non membres de l'Union européenne. Nous poursuivrons également notre travail d'élargissement du parti en nous fixant comme objectifs : le renforcement des liens avec les partis de la GUE-NGL non membres du PGE et avec les forces politiques significatives des différents pays, et l'existence du PGE dans tous les pays européens. Nous voulons mener un important travail de « veille » sur les forces émergentes parce qu'il y a toute
685 une série de pays où les forces de gauche sont en train de naître, ou en évolution, ou en recomposition.

690 c) Unir un front européen, une expression de la confluence des forces sociales, syndicales, féministes, culturelles, environnementales et politiques contre les mesures de sortie de crise antisociales et pour la configuration d'alternatives au service des peuples. Avec le sommet alternatif organisé à Bruxelles, sa participation aux luttes et aux rendez-vous européens des mouvements sociaux (par exemple à Florence en novembre 2012), et son implication dans le processus d'Altersummit, le PGE a gagné en visibilité auprès des mouvements sociaux et du mouvement
695 syndical. Nous voulons approfondir la relation de confiance et de travail en commun – encore fragile – qui s'est nouée.

700 d) Mener des actions avec les citoyens, depuis le quartier jusqu'au niveau européen. Si l'initiative citoyenne européenne a été rejetée par la commission européenne, nous maintenons notre ambition de mener des campagne populaires et des initiatives dirigées et co-élaborées avec les citoyens européens, de nouvelles formes d'implication populaire dans la vie politique. Le PGE exprime son engagement à promouvoir et renforcer les réseaux locaux, nationaux et régionaux de solidarité, comme des outils concrets de survie pour les citoyens appauvris, mais aussi comme des outils pour une nouvelle conscience collective contre l'orthodoxie néolibérale de l'individualisme, du profit et
705 du consumérisme.

2 - De quelles initiatives avons-nous besoin pour mener à bien ce projet de rassemblement ?

710 Le PGE, lors de son IVe congrès décide :

715 [▲] **d'organiser chaque année un « Forum européen des alternatives »**, réunissant des forces critiques de gauche politiques, des élus locaux, des mouvements sociaux, des forces syndicales, des intellectuels et des militants associatifs. Ce rendez-vous annuel permettrait au PGE de faire dialoguer l'ensemble de ces forces. L'idée est de créer un espace politique le plus large possible pour approfondir et enrichir les propositions, pour renforcer le poids politique du PGE au niveau européen. Nous envisageons, à l'automne 2014 de tenir une première édition de ce forum, dans le nouveau paysage politique issu des élections européennes.

720 † **de prévoir tous les ans une campagne populaire** autour de propositions alternatives, impliquant les citoyens avec des formes de participation directe (votation citoyenne, referendum local...) de manière à travailler notre visibilité et une conscience européenne sur les enjeux que nous voulons porter.

725 † **D'organiser quelques évènements politiques dans les régions voisines** avec la participation de partis politiques du PGE et des différents pays.